

VILLE DE SEVRES



Rapport financier 2012

Présentation de M. Jean DETOLLE

Adjoint aux Finances

Conseil Municipal du 20 juin 2013

SOMMAIRE

AVANT - PROPOS

p.3

① PRESENTATION DES MASSES BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL

• Les grands équilibres du Compte Administratif 2012	p. 7
• Présentation globale	p. 8
• Section d'investissement	p.10
• Section de fonctionnement	p.11
• Excédent 2012	p.12
• Les taux de réalisation du budget principal	p.13
○ Section d'investissement	p.14
○ Section de fonctionnement	p.16
• Ratios légaux de la Ville de Sèvres	p.21

② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012

2.1. Structure de la dette communale

• Dette au 31 décembre 2012	p.23
• Coût et évolution de la dette	p.24

2.2. Fiscalité

• Fiscalité 2012	p.27
------------------	------

2.3. Les relations financières entre la Ville et ses partenaires

• Garanties d'emprunts	p.29
------------------------	------

2.4. Quelques éléments du Compte de Gestion du Trésorier

• Compte de résultat 2012	p.31
• Bilan 2012	p.32



AVANT - PROPOS

La gestion de l'exercice 2012 dégage un excédent net libre d'affectation de 2 898 592,30 €.

Les résultats du Compte Administratif 2012 sont les suivants :

Les **dépenses réelles de fonctionnement** atteignent en 2012 un montant de 28 007 172 € contre 27 172 791€ en 2011.

Le volume global des dépenses réelles de fonctionnement a augmenté de 3,07 % par rapport aux réalisations de l'exercice 2011 ce qui se traduit par une hausse des dépenses réelles de 834 381 €.

L'augmentation du volume des dépenses réelles de fonctionnement est principalement due à la hausse contenue des charges de personnel (+2,55 %, soit +385 035 €). Conformément aux orientations budgétaires de l'exercice 2012, les charges à caractère général ont été maîtrisées durant cet exercice, une légère baisse, -0,91 %, (soit 75 255 €) est constatée par rapport à l'exercice précédent.

Les **recettes réelles de fonctionnement** (hors résultat reporté) atteignent en 2012 un montant de 32 550 883 € contre 33 202 917 € en 2011, soit une diminution des recettes de 1,96% par rapport à 2011.

L'épargne brute, qui mesure l'autofinancement dégagé en section de fonctionnement après prise en charge des intérêts de la dette, s'établit en 2012 à 4 543 711 €, soit un montant nettement supérieur à la prévision budgétaire de 2 991 796 €.

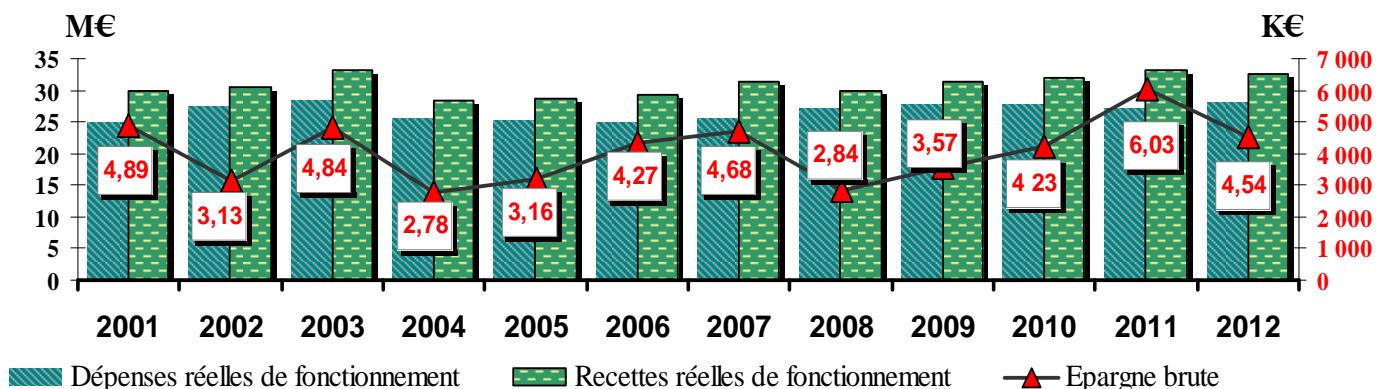
Après prise en compte du remboursement de l'annuité en capital de la dette, le montant de **l'épargne nette** atteint 2 722 197 € en 2012.

Les taux d'exécution de la section de fonctionnement, s'établissent à 95,08% en ce qui concerne les dépenses (93,60% en 2011), et à 102,94% en ce qui concerne les recettes (107,35% en 2011).

En section d'investissement, les dépenses atteignent un taux de réalisation de 58,05% (56,51% en 2011) et les recettes (hors emprunt et mouvement revolving) de 88,56% (94,60% en 2011).



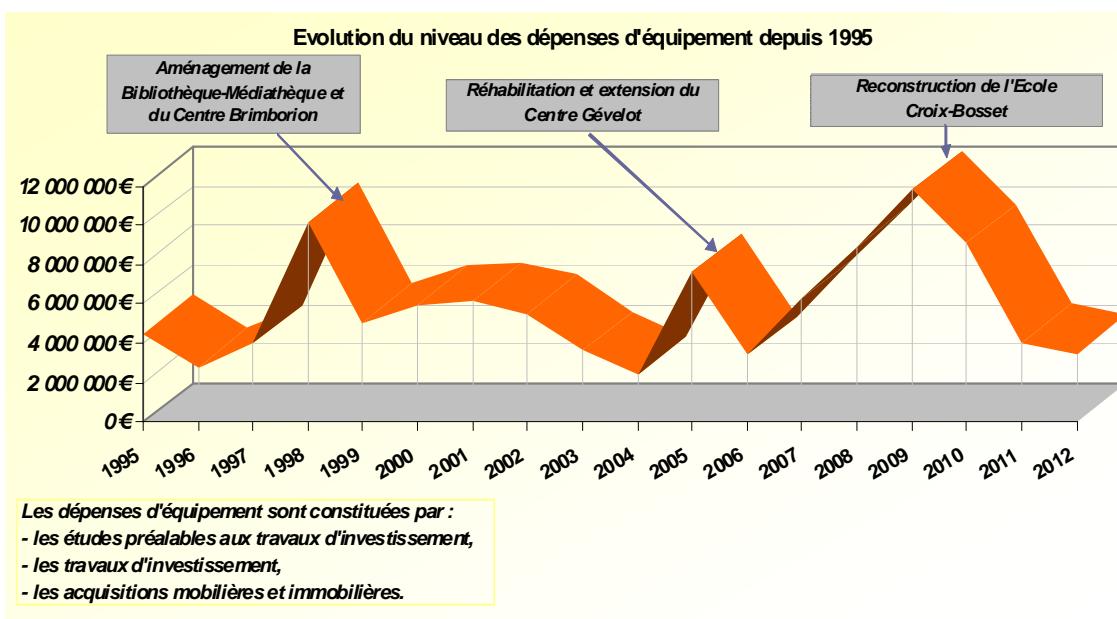
Evolution de l'épargne brute



En 2012, les dépenses réelles d'investissement (hors remboursement de la dette), y compris les subventions d'équipement et les fonds de concours versés, s'élèvent à 4,10 millions contre 4,64 millions en 2011 soit une diminution de 13,3% par rapport à 2011.

Les postes de dépenses sont détaillés page 14, il s'agit essentiellement :

- ✓ Des acquisitions de logiciels et des frais d'études : 53 397 (175 188 € en 2011) ;
- ✓ Des subventions d'équipement versées : 673 687 € (637 045 € en 2011) ;
- ✓ Des acquisitions d'immobilisations corporelles (bâtiments modulaires pour l'école Croix-Bosset, mallettes de premiers secours, du mobilier et du matériel de bureau et informatique pour l'ensemble des bâtiments communaux) : 399 213 € (647 533 € en 2011) ;
- ✓ Des travaux : 2 973 723 € (3 186 231 € en 2011).

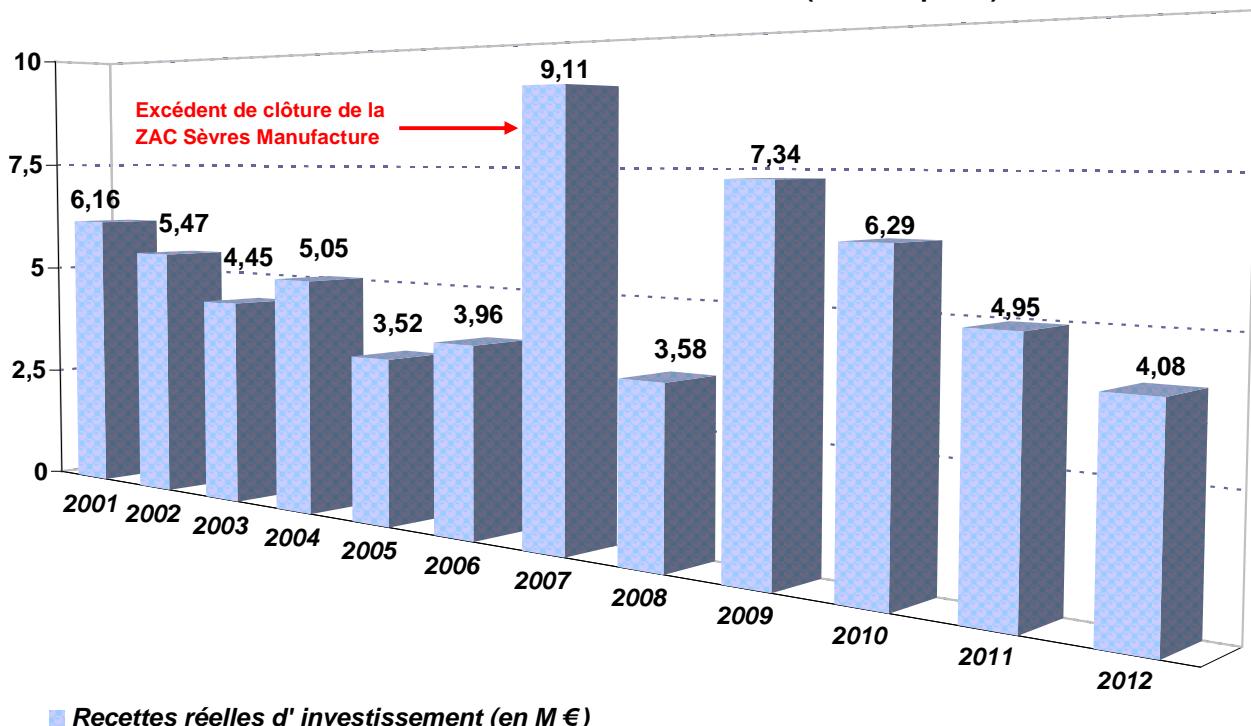


Les recettes propres d'investissement (hors emprunt) s'établissent à 4,713 millions d'euros au compte administratif 2012 contre 4,978 millions d'euros au compte administratif 2011.

Les principaux postes de recettes sont détaillés page 15, il s'agit notamment :

- ✓ 2 601 566 € provenant de l'excédent dégagé par la section de fonctionnement pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement de l'exercice 2012 ;
- ✓ 596 038 € du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V.A.) correspondant aux dépenses d'équipement réalisées en 2011 et 367 246 € au titre de la taxe d'aménagement ;
- ✓ 367 246 € concernent la taxe d'aménagement ;
- ✓ 278 542 € de produit concernant la cession de titres de la société HLM 3F ;
- ✓ 73 853 € au titre des subventions d'investissement reçues de la part de l'État et du Conseil général des Hauts-de-Seine, et également du produit des amendes de police pour 117 498 €.

Evolution des recettes réelles d'investissement (hors emprunt)

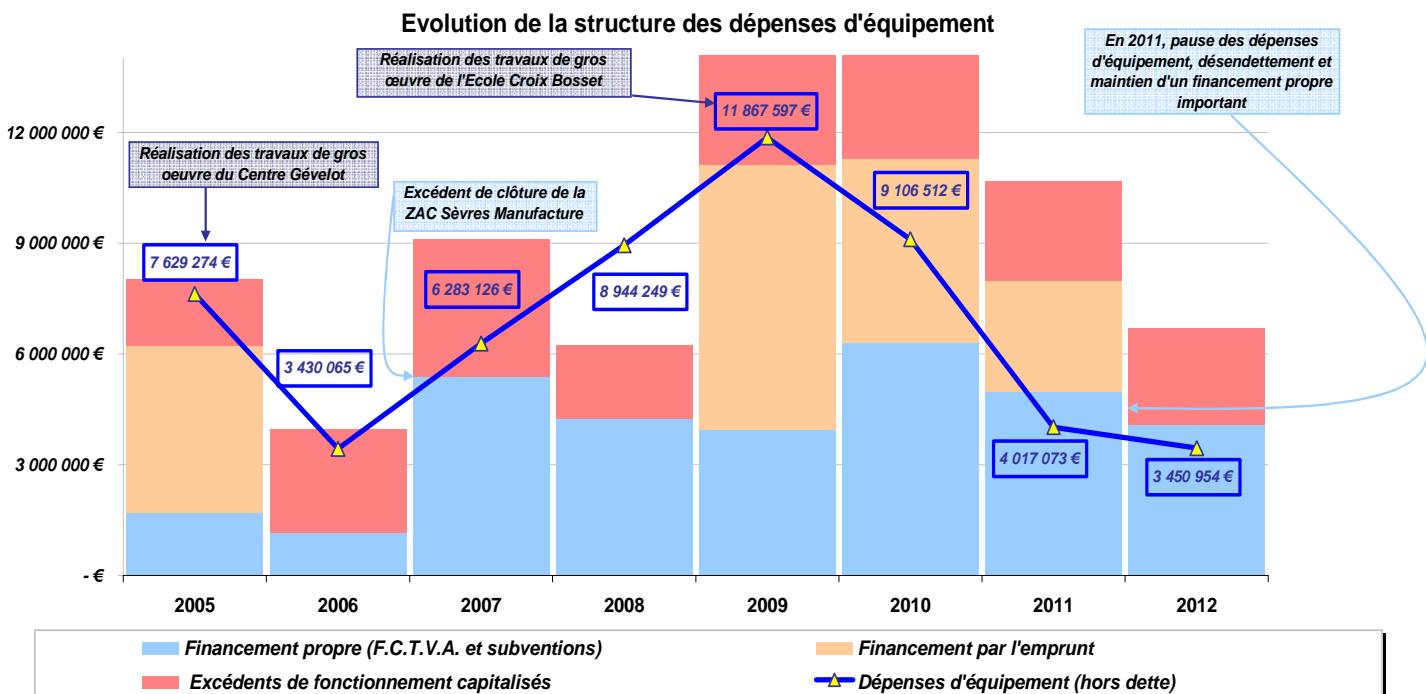


En 2012, les dépenses réelles d'investissement portées par la ville de Sèvres ont été couvertes à hauteur de 83% par des financements propres :

- ❖ L'autofinancement net disponible (2 722 196 €) représente plus 63% du financement des investissements. Celui-ci est supérieur (+1,57 M€) à l'estimation réalisée au rapport de présentation du Budget Primitif 2012, qui posait le principe d'un autofinancement net de l'ordre de 1,15 M€.
- ❖ Les recettes propres d'investissement hors emprunt et hors excédents de fonctionnement capitalisés représentent 36,06% du financement des investissements, soit un montant total de 1 478 477 €.

Celles-ci se décomposent principalement de la façon suivante :

- ❖ Le F.C.T.V.A, qui s'élève à 596 038 €, correspond aux dépenses d'équipement réalisées en 2011. Le montant perçu en 2012 est inférieur au montant encaissé en 2011 (1 397 726 €). A l'exception de l'année 2009 au cours de laquelle la commune a perçu deux années de F.C.T.V.A. grâce au plan de relance, il demeure néanmoins élevé par rapport aux années antérieures (0,343 M€ en 2008, 0,968 M€ en 2007 et 0,359 M€ en 2006) ;
- ❖ Le montant des subventions et des fonds affectés à l'investissement reçu en 2012 s'élève à 191 352 € contre 751 573 € en 2011. Ce montant comprend principalement les subventions reçues de l'Etat (33 480 €) et du Conseil général des Hauts-de-Seine (33 343 €). Figure également le produit des amendes de police pour 117 498 €.



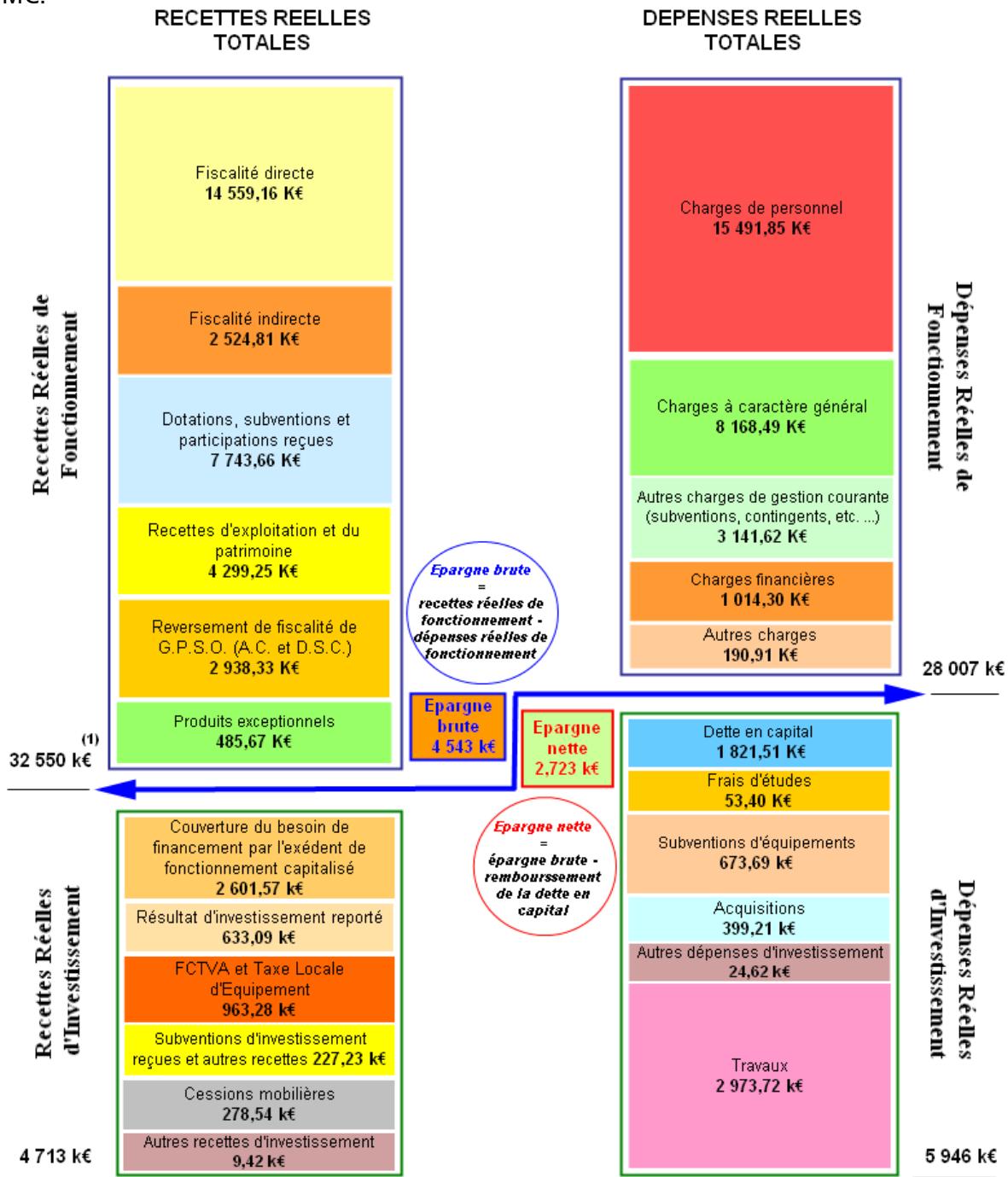
Contrairement à l'exercice 2011, aucun recours à l'emprunt n'a été nécessaire en 2012. L'ensemble du financement des dépenses de la section d'investissement a été réalisé grâce à l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement.



LES GRANDS EQUILIBRES DU CA 2012

La balance du Compte administratif 2012 de la Ville de Sèvres présente un total de dépenses budgétaires de 35,138 millions d'euros (M€), dont 33,953 M€ de dépenses réelles et un total de recettes de 40,568 M€ dont 39,475 M€ de recettes réelles (y compris les résultats de fonctionnement et d'investissement reportés).

Au compte administratif 2012, l'épargne brute réalisée s'élève à 4,54 M€, montant supérieur à la prévision du Budget primitif qui tablait sur un montant d'épargne brute de 2,99 M€.



PRESENTATION GLOBALE (MOUVEMENTS REELS ET D'ORDRE)

Le résultat net de l'exercice 2012 s'établit à **+ 2 898 592,30 €**

☒ Tableau de synthèse du résultat global de l'exercice 2012

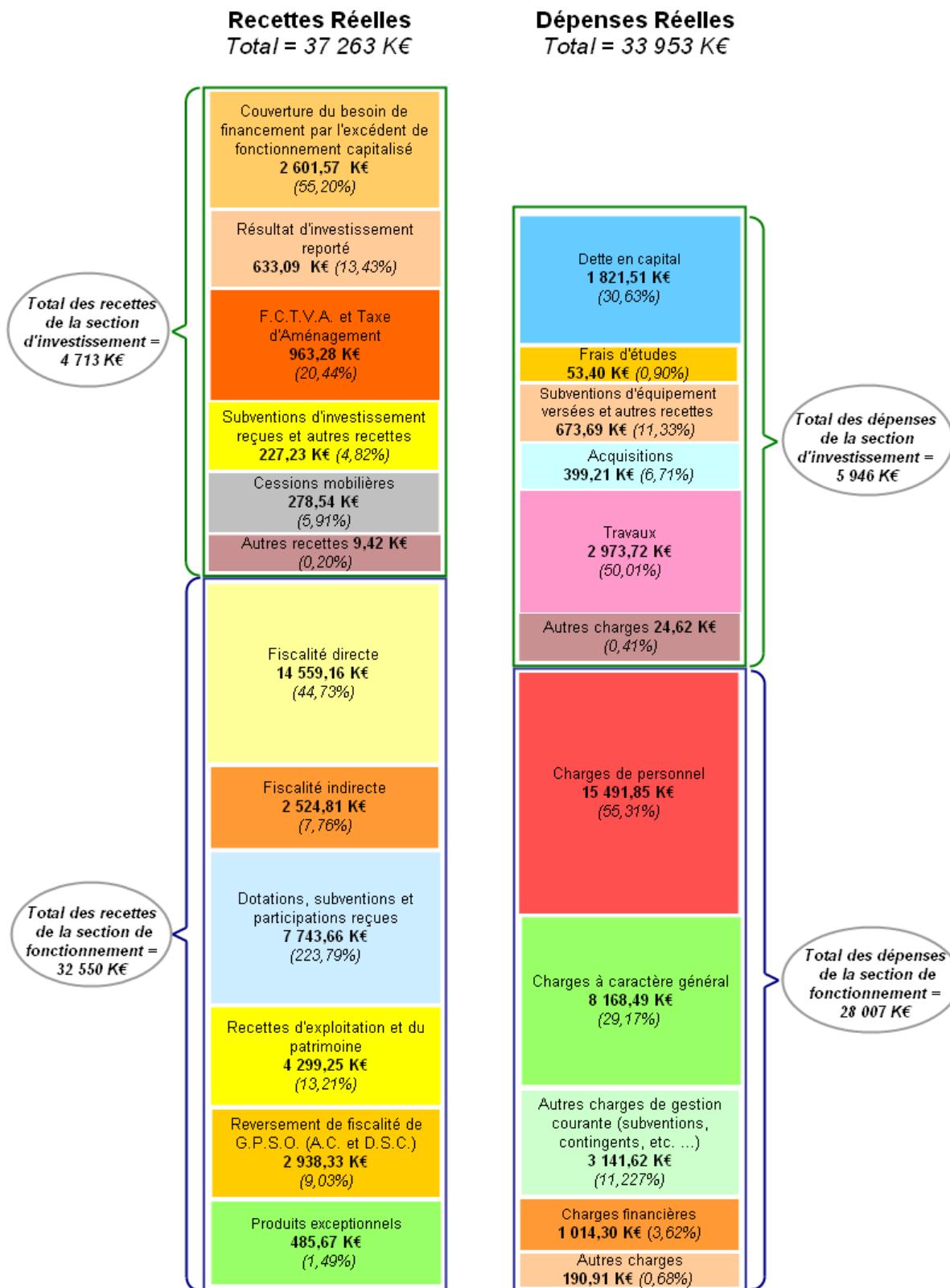
MOUVEMENTS BUDGETAIRES	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS ET SOLDES
I - BUDGET PRINCIPAL			
Section de fonctionnement (titres et mandats émis)	29 183 407,09 €	34 769 467,37 €	
RESULTAT DE L'EXECUTION (SF)			+ 5 586 060,28 €
Section d'investissement (titres et mandats émis)	5 954 127,88 €	5 889 363,79 €	
RESULTAT DE L'EXECUTION (SI)			- 64 764,09 €
Total de l'exécution budgétaire (SF+SI)	35 137 534,97 €	40 658 831,16 €	
A / RESULTAT DE L'EXECUTION BUDGETAIRE (SF+SI)			+ 5 521 296,19 €
Restes à réaliser de la section de fonctionnement	371 942,89 €		
SOLDE DES RESTES A REALISER (SF)	- 371 942,89 €		- 371 942,89
Restes à réaliser de la section d'investissement	2 726 485,00 €	475 724,00 €	
SOLDE DES RESTES A REALISER (SI)			- 2 250 761,00
B / SOLDE DES RESTES A REALISER (SF+SI)			- 2 622 703,89 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2012			+ 5 214 117,39 €
RESULTAT DE D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2012			- 2 315 525,09 €
C / RESULTAT NET DE L'EXERCICE 2012 (A+B)			+ 2 898 592,30 €

La balance du Compte Administratif 2012 présente un résultat de clôture de l'exécution budgétaire de 5 521 296,19 €. Il correspond à la différence entre le total des recettes et des dépenses de l'exercice (40 658 831,16 € - 35 137 534,97 €).

Pour obtenir le résultat net disponible de l'exercice (2 898 592,30 €), le résultat de l'exécution budgétaire doit être ajusté du solde restes à réaliser de fonctionnement (- 371 942,89 €) et d'investissement (- 2 250 761,00 €).



PRESENTATION GLOBALE (MOUVEMENTS REELS)



LA SECTION D'INVESTISSEMENT (MOUVEMENTS REELS)

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 5,95 M€ pour 2012. La part des dépenses d'équipement hors remboursement de la dette et hors résultat d'investissement reporté s'élève à 4,10 M€.

Les dépenses de travaux représentent 72,53% des dépenses d'équipement de la section d'investissement (hors dette) contre 68,58% en 2011, les acquisitions et les frais d'études représentent 11,04%.

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 4,71 M€ en 2012 contre 7,98 M€ pour 2011, dont 3 M€ de produit d'emprunt.

Recettes Réelles d'Investissement

Total de la section

=

4 713 K€

Couverture du besoin de financement par l'excédent de fonctionnement capitalisé
2 601,57 K€ (55,20%)

Résultat d'investissement reporté
633,09 K€ (13,43%)

F.C.T.V.A. et Taxe d'Aménagement
963,28 K€ (20,44%)

Subventions d'investissement reçues et autres recettes
227,23 K€ (4,82%)

Cessions mobilières
278,54 K€ (5,91%)

Autres recettes 9,42 K€ (0,20%)

Dépenses Réelles d'Investissement

Total de la section

=

5 946 K€

Dette en capital
1 821,51 K€ (30,63%)

Frais d'études
53,40 K€ (0,90%)

Subventions d'équipement versées et autres dépenses
673,69 K€ (11,33%)

Acquisitions
399,21 K€ (6,71%)

Travaux
2 973,72 K€ (50,01%)

Autres charges 24,62 K€ (0,41%)

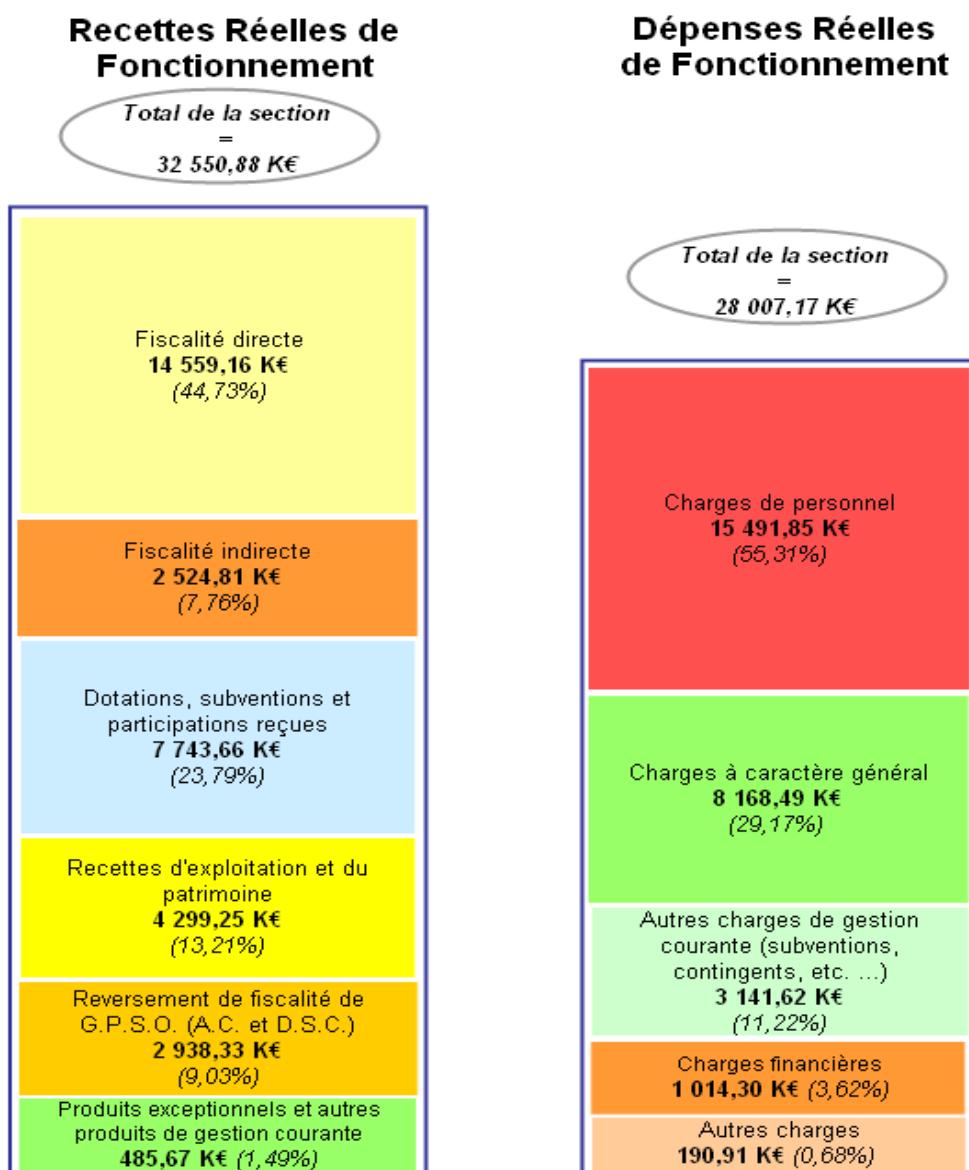


LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (MOUVEMENTS REELS)

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 28,01 M€ et les recettes réelles à 32,55 M€. En dépenses, les charges de personnel (15,49 M€) représentent 55,31% des dépenses réelles de fonctionnement (contre 55,60% en 2011). Les charges financières atteignent 1,014 M€ et représentent 3,62% des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville.

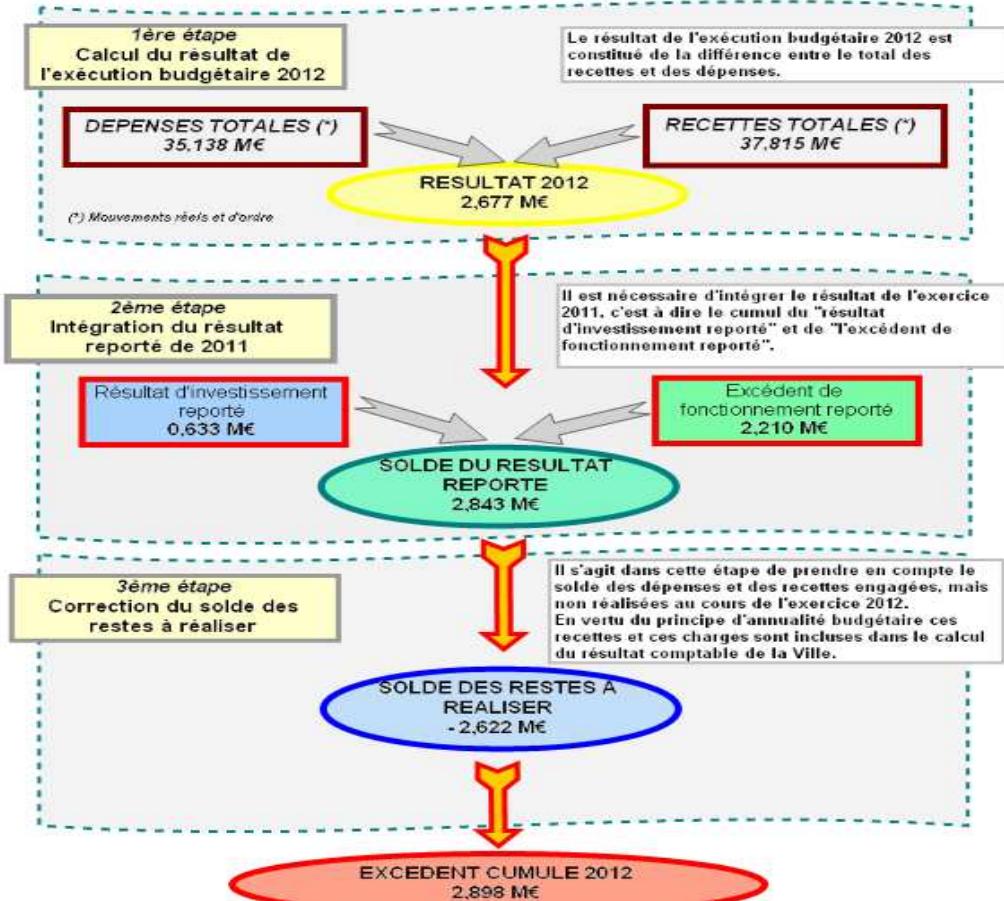
En recettes, la fiscalité directe représente la part principale des recettes de la Ville soit 44,73% des recettes réelles de fonctionnement. Les dotations et participations (exemple : la D.G.F.) représentent le deuxième poste le plus important des recettes et s'élèvent à 7,743 M€, soit 23,79 % des recettes réelles de fonctionnement.

La part des versements de la Communauté G.P.S.O. représente 9,03% des ressources budgétaires et un apport de 2,938 M€ (allocation de compensation et dotation de solidarité communautaire). Les recettes d'exploitation et du patrimoine s'élèvent à 4,299 M€ soit 13,21% des recettes réelles de fonctionnement.



EXCEDENT 2012 (MOUVEMENTS REELS ET D'ORDRE)

L'excédent net de l'exercice 2012, s'élève ainsi à 2 898 592,30 €, libre d'affectation au budget supplémentaire 2013.



EXECUTION DU BUDGET 2012 - VILLE DE SEVRES (Compte administratif 2012, Vue d'ensemble, page 3)

		DEPENSES	RECETTES	
REALISATIONS DE L' EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	29 183 407,09	32 558 855,21	Solde : 2 677 592,78 €
	Section d' investissement	5 954 127,88	5 256 278,54	+
		+	+	+
REPORTS DE L' EXERCICE 2011	Reports en section de fonctionnement (002)		2 210 612,16	Solde : 2 843 697,41 €
	Reports en section d' investissement (001)		633 085,25	
		=	=	
	TOTAL (réalisations + reports)	35 137 534,97	40 658 831,16	
				+
RESTES A REPORTER EN 2013	Section de fonctionnement	371 942,89	0,00	Solde : -2 622 703,89 €
	Section d' investissement	2 726 485,00	475 724,00	
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2013	3 098 427,89	475 724,00	
				=
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	29 555 349,98	34 769 467,37	Solde : 2 898 592,30 €
	Section d' investissement	8 680 612,88	6 365 087,79	
	TOTAL CUMULE	38 235 962,86	41 134 555,16	



LES TAUX DE REALISATION DU BUDGET PRINCIPAL

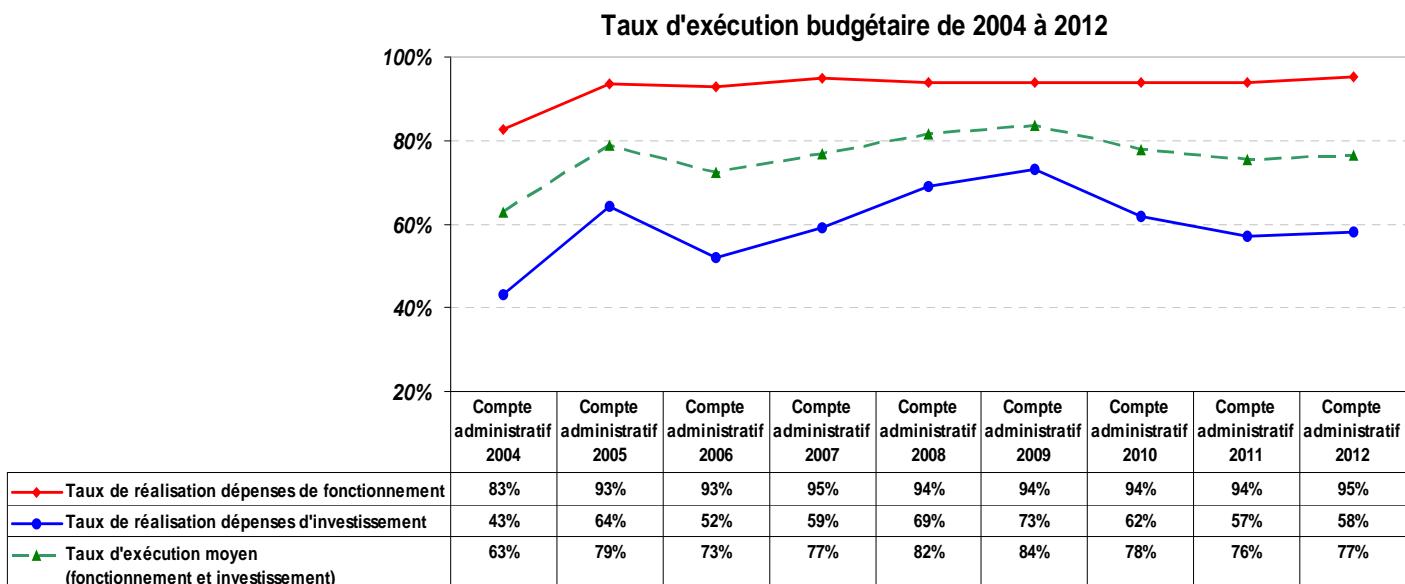
Les taux de réalisation des grandes masses budgétaires permettent de mesurer l'exécution des recettes et des dépenses par rapport aux prévisions.

La colonne « total voté » 2012 comprend les crédits inscrits au Budget Primitif et au Budget Supplémentaire.

Au sein de la section d'investissement du Compte Administratif 2012, les dépenses d'équipement (frais d'études, acquisitions et travaux : chapitres 20, 21 et 23 de la nomenclature M14) ont été exécutées à 58,05% (contre 56,51% en 2011 et 62,46% en 2010 et 72,95% en 2009).

Concernant les recettes d'investissement, le taux de réalisation est de 88,56% contre 94,60% en 2011 et 90,05% au compte administratif 2010. Cette diminution du taux de réalisation s'explique par un décalage dans l'encaissement de plusieurs subventions d'investissement.

Quant aux dépenses réelles de fonctionnement (hors chapitre 022 des dépenses imprévues), elles sont réalisées à concurrence de 95,08% contre 93,60% compte administratif 2011.



LES TAUX DE REALISATION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les taux d'exécution des dépenses d'équipement

LA SECTION D'INVESTISSEMENT				
<i>Dépenses réelles (*)</i>	<i>Budget total voté 2012 (B)</i>	<i>Réalisations 2012 (A)</i>	<i>Taux de réalisation (A)/(B)</i>	
TOTAL	7 062 940,00 €	4 100 022,16 €	58,05%	
Frais d'études et acquisition de logiciels (20)	101 355,00 €	53 397,24 €	52,68%	
- dont logiciels	54 423,00 €	51 752,74 €	95,09%	
- dont frais d'études	40 144,00 €	1 644,50 €	4,10%	
Subventions d'équipement (204)	1 585 591,00 €	673 687,79 €	42,49%	
Acquisitions (21)	596 114,00 €	399 213,25 €	66,97%	
Travaux (23)	4 779 880,00 €	2 973 723,88 €	62,21%	

<i>Recettes réelles (*)</i>	<i>Budget total voté 2012 (B)</i>	<i>Réalisations 2012 (A)</i>	<i>Taux de réalisation (A)/(B)</i>
TOTAL	1 633 81,00 €	1 446 964,43 €	88,56%
Dotations et fonds divers (10)	696 479,00 €	963 284,49 €	138,31%
Subventions et participations (13)	613 533,00 €	191 352,86 €	31,19%
Autres	323 809,00 €	292 327,08 €	90,28%

(*) Y compris les restes à réaliser mais hors emprunt et résultat d'investissement reporté.

LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'équipement atteignent, pour 2012, une réalisation de 4 100 022 euros (contre 4 645 998 euros en 2011).

En 2012, les frais d'études et de logiciels engagés par la Ville ont été réalisés à 52,68% contre 67,51% en 2011.

Les frais d'études ont été partiellement exécutés. Ils concernent principalement les dépenses d'études liées l'accessibilité des bâtiments communaux aux personnes à mobilité réduite et les vérifications techniques de diagnostic sur les bâtiments communaux. Le solde des crédits a fait l'objet d'un report pour exécution des prestations sur l'exercice 2013.

Concernant les acquisitions de logiciels informatiques, le taux d'exécution est de 95,09% contre 83,53% en 2011. L'ensemble des projets débutés en 2011 ont été terminés en 2012.

Le poste « Acquisitions » a été exécuté à 66,97% en 2012 contre 64,67% en 2011 et 36,07% en 2010. L'amélioration du taux d'exécution des acquisitions mobilières s'explique par la réalisation en toute fin d'année 2011 de plusieurs acquisitions de matériels et de mobiliers pour lesquelles les factures ont été reçues en tout début d'année 2012 et payées sur des crédits reportés. On citera à titre d'exemples, l'acquisition des modules pour l'école élémentaire Croix-Bosset.



Le poste « Travaux » (2 973 723 €) est exécuté à hauteur de 62,21%, un niveau supérieur de plus de 10% à celui enregistré en 2011 (51,54%). Ce poste est composé majoritairement par des dépenses réalisées dans le cadre des travaux du stade Jean Wagner (470 361 €), du paiement de la dernière situation de travaux concernant la reconstruction de l'école primaire Croix Bosset (526 430 €) ainsi que de nombreux travaux d'aménagement et de rénovation dans les bâtiments communaux (écoles, crèches, stades, hôtel de ville, ...) pour 1 976 932 €.

EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES D'INVESTISSEMENT (en K€)

Dépenses	CA 2012	CA 2011	Var. 12/11	Recettes	CA 2012	CA 2011	Var. 12/11
Frais d'études	53,40	175,19	-69,52%	F.C.T.V.A. et T.L.E.	963,28	1 498,49	-35,72%
Acquisitions	399,21	647,53	-38,35%	Excédents de fonctionnement	2 601,57	2 695,00	-3,47%
Subventions d'équipement versées	673,69	645,14	4,42%	Résultat d'investissement reporté	633,09	-	ns
Travaux pour le compte de tiers	9,42	0,00	ns	Subventions d'investissement reçues	227,23	785,50	-71,07%
Travaux et entretien du patrimoine	2 973,72	3 186,23	-6,67%	Remboursement de travaux pour le	9,42	0,00	ns
Autres dépenses d'investissement	15,20	0,00	ns	compte de tiers	278,54	0,00	ns
Remboursement de la dette*	1 821,51	3 204,02	-43,15%	Cessions mobilières	0,00	3 000,00	ns
				Emprunts			
TOTAL GENERAL (*)	5 946,15	7 858,14	-24%	TOTAL GENERAL	4 713,13	7 978,99	-41%

LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

Les recettes réelles d'investissement (hors emprunt et mouvement revolving) atteignent 4 713 129 € contre 7 978 994 € en 2011. Le maintien des recettes d'investissement à un niveau élevé s'explique par le produit issu du fonds de compensation de la T.V.A. ayant grevé les dépenses d'équipement de l'exercice 2011 (596 038 € contre 1 397 726 €), par l'excédent de fonctionnement capitalisé de la section d'investissement (2 601 566 € contre 2 695 002 € en 2011), par la très forte augmentation du montant de la taxe d'aménagement perçu en 2012 (367 246 € contre 100 761 € en 2011) et par le produit des amendes de police (117 498 € contre 144 216 € en 2011).

Le chapitre « Dotations et fonds divers » a été réalisé à 138,31% contre 96,34% en 2011. Ces recettes baissent très légèrement en valeur par rapport à 2011 en raison de la diminution concomitante du F.C.T.V.A. et de l'excédent de fonctionnement capitalisés.

Le poste des subventions et participations présente un taux de réalisation plus faible qu'en 2011 avec 31,19% contre 87,18% en 2011 dans la mesure où le versement des subventions est conditionné par l'avancement des travaux. Le montant des subventions et des fonds affectés à l'investissement reçu en 2012 s'élève à 191 352 € contre 751 573 € en 2011. Ce montant comprend principalement les subventions reçues de l'Etat (33 480 €) et du Conseil général des Hauts-de-Seine (33 343 €). Figure également le produit des amendes de police pour 117 498 €.



LES TAUX DE REALISATION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les taux d'exécution de la section de fonctionnement

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT							
<i>Dépenses réelles</i>	<i>Budget total voté 2012 (B)</i>	<i>Réalisations 2012 (A)</i>	<i>Taux de réalisation (A)/(B)</i>	<i>Recettes réelles (*)</i>	<i>Budget total voté 2012 (B)</i>	<i>Réalisations 2012 (A)</i>	<i>Taux de réalisation (A)/(B)</i>
TOTAL	29 457 741,16 €	28 007 172,90 €	95,08%	TOTAL	31 621 956,00 €	32 550 883,41 €	102,94%
Les charges à caractère général (011)	9 073 655,00 €	8 168 488,05 €	90,02%	Les produits des services et du domaine (70)	4 073 242,00 €	4 299 252,91 €	105,55%
Les charges de personnel (012)	15 756 813,00 €	15 491 850,77 €	98,32%	La fiscalité directe et les reverses de G.P.S.O. (7311,7321,7322)	17 284 671,00 €	17 497 489,00 €	101,23%
Les charges de gestion courante (65)	3 246 747,00 €	3 141 615,86 €	96,76%	La fiscalité indirecte (735,736,738)	2 093 622,00 €	2 524 817,58 €	120,60%
Les charges financières (66)	1 068 300,00 €	1 014 300,04 €	94,95%	Les dotations, subventions et participations (74)	7 648 001,00 €	7 743 655,33 €	101,25%
Les charges exceptionnelles (67)	134 754,00 €	80 010,94 €	59,38%	Les autres produits de gestion courante (75)	375 136,00 €	338 680,80 €	90,28%
Péréquation et versement de recettes (014)	113 822,00 €	110 907,24 €	97,44%	Les recettes exceptionnelles (77,79)	62 254,00 €	114 071,02 €	ns
Les dépenses imprévues (022)	63 650,16 €	-	-	Les autres recettes (013,76)	85 030,00 €	32 916,77 €	ns

(*) Y compris les restes à réaliser et hors résultat reporté de fonctionnement.

LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement atteignent en 2012 un montant de 28 007 172 euros contre 27 167 383 euros en 2011.

Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement est de 95,08% contre 93,60% en 2011.

Le volume global des dépenses réelles de fonctionnement réalisé en 2012 a ainsi augmenté de 3,07%. Ainsi, la croissance des dépenses courantes de fonctionnement a été plus forte que celle de l'inflation (1,4%). Cette variation représente une augmentation en valeur de 839 789 €.

Le poste des charges à caractère général a été exécuté à 90,02% contre 91,70% en 2011 (-1,68%). Le volume de ces dépenses est néanmoins en très légère baisse (-0,91%) par rapport à l'exercice 2011 de 75 255 €.



EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en K€)

Dépenses	CA 2012	CA 2011	Var. 12/11	Recettes	CA 2012	CA 2011	Var. 12/11
Charges à caractère général	8 168,49	8 243,74	-0,91%	Produits des services et du domaine	4 299,25	3 804,24	13,01%
- dont dépenses d'eau	233,80	228,60	2,27%	- dont recettes de restauration scolaire	1 004,19	825,63	21,63%
- dont dépenses d'énergie	707,77	684,12	3,46%	- dont recettes des accueils de loisirs	626,12	511,12	22,50%
- dont dépenses de nettoyage	1 176,67	1 150,13	2,31%	- dont participation des familles aux établissements de la Petite Enfance	1 184,33	1 172,32	1,03%
- dont entretien exceptionnel des bâtiments	164,78	264,68	-37,74%	- dont redevance d'occupation du domaine public communal	190,64	164,01	16,24%
				- dont droits d'entrée à la piscine	217,83	183,04	19,00%
Charges de personnel	15 491,85	15 106,82	2,55%	Impôts et taxes	17 083,98	16 391,50	4,22%
Atténuations de produits	110,91	5,41	ns	- dont fiscalité locale	14 559,16	13 855,40	5,08%
Charges de gestion courante	3 141,62	3 007,34	4,46%	- dont taxe additionnelle aux droits de mutations	1 881,08	1 742,62	7,95%
- dont subvention de fonctionnement aux organismes de droit public	1 268,48	1 268,48	0,00%	- Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (F.N.G.I.R.)	226,11	222,44	1,65%
- dont subvention de fonctionnement aux organismes de droit privé	973,81	996,82	-2,31%	Reversements de la Communauté	2 938,33	2 871,45	2,33%
Charges financières	1 014,30	759,63	33,53%	Dotations et participations	7 743,66	7 552,85	2,53%
Charges exceptionnelles	80,01	49,85	n.s.	- dont Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.)	4 854,89	5 030,12	-3,48%
				- dont participation du CG92	392,22	372,43	5,31%
				- dont participation de la Caisse d'Allocation Familiale	1 469,80	1 399,29	5,04%
				- dont Fonds Départemental de Péréquation de Taxe Professionnelle	238,94	201,66	18,48%
				Produits de gestion courante	338,68	423,98	-20,12%
				Atténuations de charges	27,35	130,38	ns
				Produits financiers	5,57	5,57	0,00%
				Produits exceptionnels	114,07	2 022,94	ns
Total des dépenses réelles	28 007,17	27 172,79	3,07%	Total des recettes réelles	32 550,88	33 202,92	-1,96%
Autofinancement réalisé	4 543,71	6 030,12	-24,65%				
TOTAL GENERAL	32 550,88	33 202,92	-1,96%	TOTAL GENERAL	32 550,88	33 202,92	-1,96%

Les postes de charges à caractère général en 2012 présentent des réalisations assez différentes selon la nature même des dépenses :

- ✓ Les dépenses d'énergie budgétées (gaz et électricité) ont été réalisées à hauteur de 92% contre 97,21% en 2011.

La charge annuelle constatée en 2012 a augmenté de 3,46% par rapport à 2011.

- ✓ Les dépenses en eau inscrites ont été réalisées à 96,58% contre 92,87% en 2011. Elles sont en augmentation de 2,27% par rapport à 2011. Cette augmentation est très légèrement supérieure à l'évolution des prix (+1,4% en 2012).

- ✓ Les dépenses de nettoyage prévues ont été réalisées à 94,98% contre 96,11% en 2011. Elles enregistrent une hausse par rapport à 2011 (+2,31%) en raison principalement des clauses d'indexation du marché conclu avec l'entreprise chargée du nettoyage des locaux communaux et des interventions exceptionnelles effectuées sur certains locaux en 2012.

- ✓ Les dépenses d'entretien des bâtiments communaux s'élèvent à 164 780 € contre 264 677 € en 2011. Le taux de réalisation s'établit à 62,76% contre 83,68% en 2011. On constate ainsi une baisse en volume de la dépense de 37,74% par rapport à l'exercice 2011.



Les dépenses de personnel ont été exécutées à 98,32% contre 97,43% en 2011. Globalement, les dépenses de personnel ont augmenté plus vite que l'inflation (2,55%) entre 2011 et 2012, ce qui représente une hausse en valeur de 385 035 €.

Variation des dépenses de personnel entre 2012 et 2011

MOUVEMENTS BUDGETAIRES REALISES	CA 2011	CA 2012	Variation
Rémunérations du personnel titulaire	7 903 622,32 €	8 005 481,30 €	1,29%
Rémunération principale	6 131 470,74 €	6 167 421,59 €	0,59%
Autres indemnités	1 772 151,58 €	1 838 059,71 €	3,72%
Rémunérations du personnel non titulaire	2 789 577,01 €	3 025 479,16 €	8,46%
Rémunérations du personnel non titulaire	2 683 381,51 €	2 873 536,17 €	7,09%
Rémunérations des apprentis et autres emplois d'insertion	106 195,50 €	151 942,99 €	43,08%
Charges de sécurité sociale et autres charges de personnel	3 743 532,91 €	3 708 602,20 €	-0,93%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	3 597 473,34 €	3 590 677,24 €	-0,19%
Autres charges sociales	41 155,84 €	41 302,47 €	0,36%
Autres charges de personnel	104 903,73 €	76 622,49 €	-26,96%
Autres rémunérations et versements assimilés sur rémunérations	670 082,76 €	752 288,11 €	12,27%
Rémunérations autre personnel extérieur	282 061,82 €	368 120,14 €	n.s.
Versement de transport	213 416,19 €	216 966,01 €	1,66%
Cotisations versées au Fonds National d'Aide au Logement	40 845,47 €	41 722,03 €	2,15%
Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale	133 759,28 €	125 479,93 €	-6,19%
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	15 106 815,00 €	15 491 850,77 €	2,55%

L'évolution maîtrisée des dépenses de personnel est due principalement aux deux facteurs suivants :

① Le gel de l'indice salarial de la fonction publique pour la troisième année consécutive.

Pour rappel, le point d'indice sert de base au calcul des salaires des 5,2 millions d'agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière). Il a été relevé pour la dernière fois le 1er juillet 2010, de 0,5 %.

② La stabilité des recrutements en 2012.

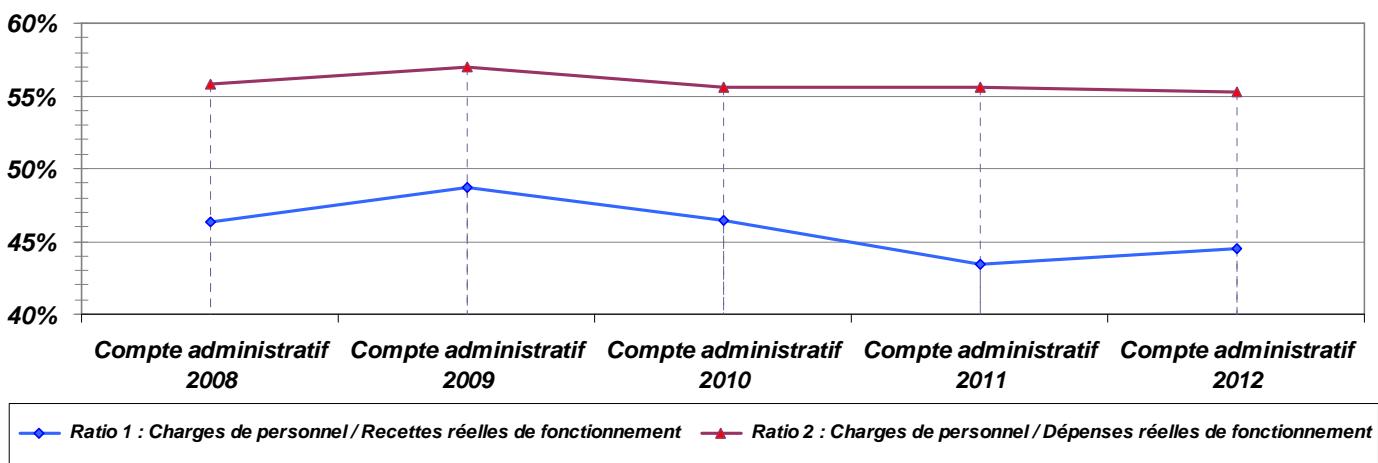
Ces deux éléments ayant concourus à l'atténuation des facteurs de progression de la masse salariale intervenus en 2012 avec :

- l'organisation des élections présidentielles et législatives (80 000 €) ;
- la reprise par la commune des astreintes de certaines catégories de personnel (20 000 €) ;
- la restauration des agents communaux au Centre International d'Etudes Pédagogiques (31 000) ;
- le Glissement Vieillesse Technicité (G.V.T.), les promotions et les autres facteurs du déroulement de la carrière des agents pour (40 000 €).



Ainsi, les ratios des charges de personnel de la Ville de Sèvres restent stables sur la période 2008 - 2012 ce qui montre la bonne maîtrise de la masse salariale de la commune :

RUBRIQUES	Compte administratif 2008	Compte administratif 2009	Compte administratif 2010	Compte administratif 2011	Compte administratif 2012
Charges de personnel	15 112 187 €	15 794 621 €	14 885 528 €	15 106 815 €	15 491 851 €
Recettes réelles de fonctionnement	32 582 135 €	32 400 730 €	32 013 154 €	34 740 253 €	34 761 496 €
Dépenses réelles de fonctionnement	27 100 737 €	27 719 720 €	26 789 878 €	27 172 792 €	28 007 173 €
Ratio 1 : Charges de personnel / Recettes réelles de fonctionnement	46,38%	48,75%	46,50%	43,49%	44,57%
Ratio 2 : Charges de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	55,76%	56,98%	55,57%	55,60%	55,31%



Les charges de gestion courante ont été exécutées à 96,76% contre 94,84% en 2011. Ces dépenses ont augmenté de 4,46% entre 2011 et 2012. Ce poste regroupe principalement les dépenses relatives aux subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé (973 809 € contre 996 818 € en 2011) et les subventions de fonctionnement aux organismes de droit public tels que l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « SEL » (892 680 € contre 883 841 € en 2011), le Centre Communal d'Action Sociale (230 000 € en 2012 et 2011), la Caisse des Ecoles (145 000 € contre 140 000 € en 2011) ainsi que la participation au contingent incendie (394 880 € contre 369 850 € en 2011).

Les charges financières ont été exécutées à 94,95% contre 85,60% en 2011. Les frais financiers ont augmenté par rapport à 2011 (+ 33,53%). Cette hausse est liée à une opération de réaménagement effectuée sur un emprunt afin de bénéficier de conditions de taux plus avantageuses sur la durée résiduelle de cet emprunt. Pour rappel, les derniers emprunts ont été consolidés en 2011 pour 3 millions d'euros pour couvrir les derniers paiements de la reconstruction de l'école élémentaire Croix-Bosset. L'incidence de cette consolidation en termes de frais financiers a également impacté l'exercice 2012.

La structure de la dette communale n'inclut aucun emprunt « toxique » qui pourrait induire à l'avenir un risque de « dérapage » des charges financières inhérent à ce type de contrats.



LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de fonctionnement (hors résultat de fonctionnement reporté atteignent en 2012 un montant de 32 550 883 contre 33 202 917 € en 2011).

Le volume global des recettes réelles de fonctionnement diminue de 1,96% par rapport aux réalisations de 2011 soit une baisse des recettes réelles de 399 569 €. Cette évolution défavorable est en partie due à la baisse des dotations de l'Etat et à la mise en œuvre des dispositifs de péréquation (FSRIF).

Le taux d'exécution des recettes réelles de fonctionnement s'établit à 102,94% contre 107,35% en 2011.

Pour expliquer cette situation contrastée des recettes réelles de fonctionnement, les principaux postes suivants doivent être détaillés :

① Les produits des services et du domaine enregistrent un taux d'exécution de 105,55% contre 115,48 en 2011 (113,78% en 2010) et une augmentation en valeur de 495 017 €.

Ce poste reste dynamique et conserve une évolution favorable (+13,01%). On notera à cet égard, la forte augmentation des recettes issues de la restauration scolaire (+21,63), des accueils de loisirs (+21,63%), de la redevance d'occupation du domaine public (+16,24%) et de la participation des familles aux établissements de la petite enfance (+1,03%).

② Les recettes issues du produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation sont également en très nette augmentation avec +7,95% par rapport au produit encaissé en 2011 qui représentait déjà une bonne année au niveau des réalisations (1 881 078 € contre 1 742 622 €). Si l'on compare l'évolution avec 2010, année exceptionnelle en termes de croissance des droits, la baisse n'est que 3,42% (1 947 781 € contre 1 742 622 € en 2011).

③ Les recettes provenant de la fiscalité directe locale (taxe d'habitation et taxes foncières) ont représenté en 2012 44,73% des recettes réelles de fonctionnement contre 41,73% en 2011 pour s'établir à 14 559 158 € (contre 13 855 402 € 2011) du fait d'une augmentation des bases et de l'encaissement de rôles supplémentaires.

④ A l'inverse, les concours en provenance de l'Etat sont en forte diminution (-3,48%) avec la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) qui est passée de 5 030 117 € en 2011 à 4 854 889 € en 2012.

⑤ Les recettes exceptionnelles sont constituées principalement par des indemnités de sinistres versées par la compagnie d'assurances de la commune.



LES RATIOS LEGAUX DE LA VILLE DE SEVRES

Dans un souci de transparence financière, la Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite « loi A.T.R. ») a instauré l'obligation de faire figurer, en annexe des documents budgétaires réglementaires quelques données synthétiques sur la situation financière de la collectivité.

Les Villes et Groupements de plus de 10 000 habitants doivent ainsi présenter les 11 ratios réglementaires (décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005) figurant ci-dessous.

Le nombre d'habitants retenu pour le calcul des ratios du compte administratif 2012 est celui issu de la fiche D.G.F. de 2012 soit 23 307 habitants.

RATIOS LEGAUX DE LA VILLE DE SEVRES									
	RUBRIQUES	CA 2005	CA 2006	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012
1/	Dépenses réelles de fonctionnement / Population	1 117,46 €	1 100,17 €	1 130,12 €	1 191,03 €	1 151,82 €	1 133,24 €	1 165,86 €	1 201,66 €
2/	Produit des impositions directes / Population	477,31 €	501,13 €	507,32 €	515,17 €	538,11 €	575,17 €	594,47 €	624,67 €
3/	Recettes réelles de fonctionnement / Population	1 310,82 €	1 290,28 €	1 335,85 €	1 316,08 €	1 346,33 €	1 313,63 €	1 424,89 €	1 396,61 €
4/	Dépenses d'équipement brut / Population	328,25 €	150,75 €	375,98 €	393,08 €	449,43 €	379,54 €	164,49 €	143,37 €
5/	Encours de dette / Population	750,54 €	675,87 €	602,97 €	554,44 €	770,21 €	896,84 €	943,81 €	882,87 €
6/	Dotation Globale de Fonctionnement / Population	219,65 €	222,50 €	224,40 €	226,02 €	219,03 €	217,97 €	215,82 €	208,30 €
7/	Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	55,61%	56,57%	56,64%	55,76%	56,98%	55,57%	55,59%	55,31%
8/	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	82,05%	82,44%	82,44%	83,46%	83,33%	83,50%	85,94%	76,76%
9/	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	87,97%	91%	90,05%	97,74%	89,50%	90,72%	89,66%	91,63%
10/	Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement	25,07%	11,68%	28,15%	29,87%	34,97%	28,89%	11,54%	10,43%
11/	Encours de dette / Recettes réelles de fonctionnement	57,26%	52,29%	45,14%	42,13%	57,21%	68,27%	66,25%	63,21%

On observe que le ratio n°2 « Produit des impositions directes / Population » croît de façon constante depuis 2005 du fait de l'augmentation conjointe des bases et des taux d'imposition des taxes ménages, d'environ 2% annuellement au cours de la période considérée.

Les dépenses réelles de fonctionnement restent globalement stables sur le moyen terme, une légère augmentation est toutefois constatée pour les années 2011 (2,8%), et 2012 (3,1%).

Par ailleurs, il faut noter que le ratio n°5 « Encours de dette / Population » après avoir augmenté de façon significative du fait de la mobilisation d'une enveloppe d'emprunt de 3 M€ en 2011, revient à la baisse en 2012, à 882,87 € par habitant, du fait du remboursement de l'annuité de la dette en capital.



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.1. - Structure de la dette communale



DETTE AU 31/12/2012 : 20 576 951 €

Au 31 décembre 2012, l'encours de la dette de la Ville se chiffre à 20 576 951 €, soit 882 € par habitant, contre 943 € par habitant en 2011, soit une baisse de près de 7%. Ce ratio est nettement inférieur à la moyenne de celui des villes des Hauts de Seine (1 047 €) constaté en 2011.

Au cours de l'exercice 2012, le remboursement en capital de la dette s'est élevé à 1 820 442 €, soit 8% de l'encours restant dû au 31 décembre de l'exercice 2011 (21 997 394€).

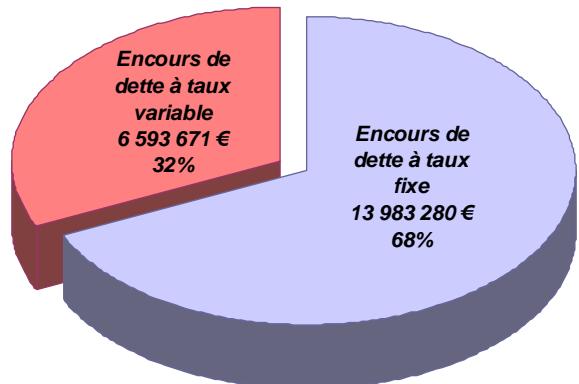
Les intérêts payés au cours de l'exercice représentent 0,756 M€ soit 2,70% des dépenses réelles de fonctionnement.

Au 31 décembre 2012, la répartition de la dette de la Ville de Sèvres auprès des prêteurs était la suivante :

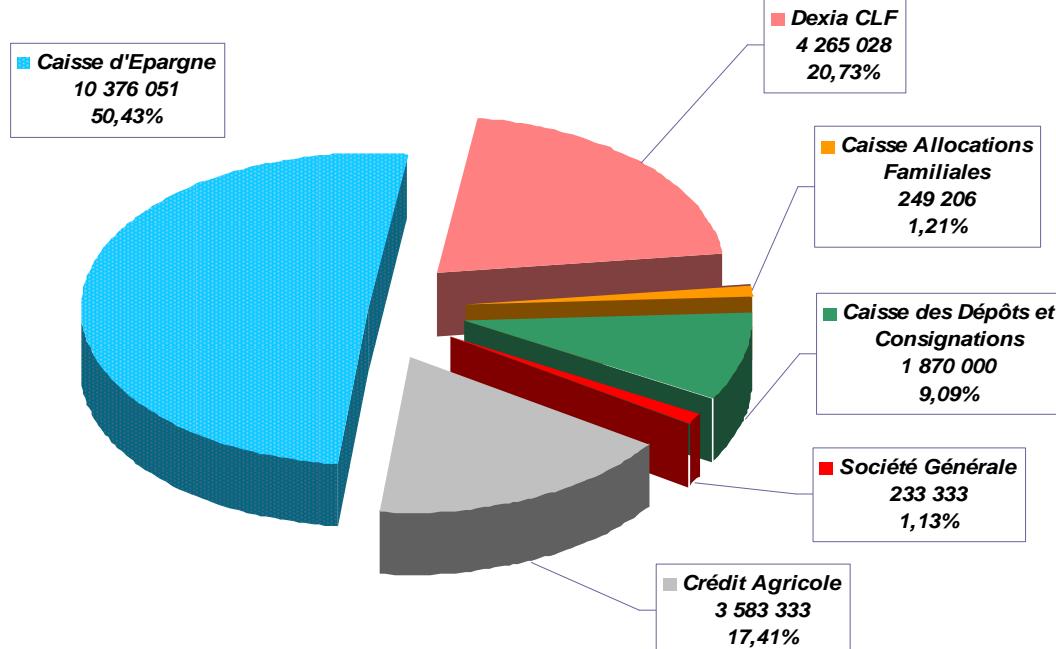
- ⇒ 68% de la dette est en taux fixe, soit 13 983 280 €.
- ⇒ 32% de la dette est en taux variable, soit 6 593 671 €.

⇒ La répartition des emprunts selon les taux est indicative et peut successivement varier du fait de la nature même des contrats (phase taux fixe, phase taux variable).

Structure de la dette au 31 décembre 2012



Répartition du capital restant dû par établissement bancaire

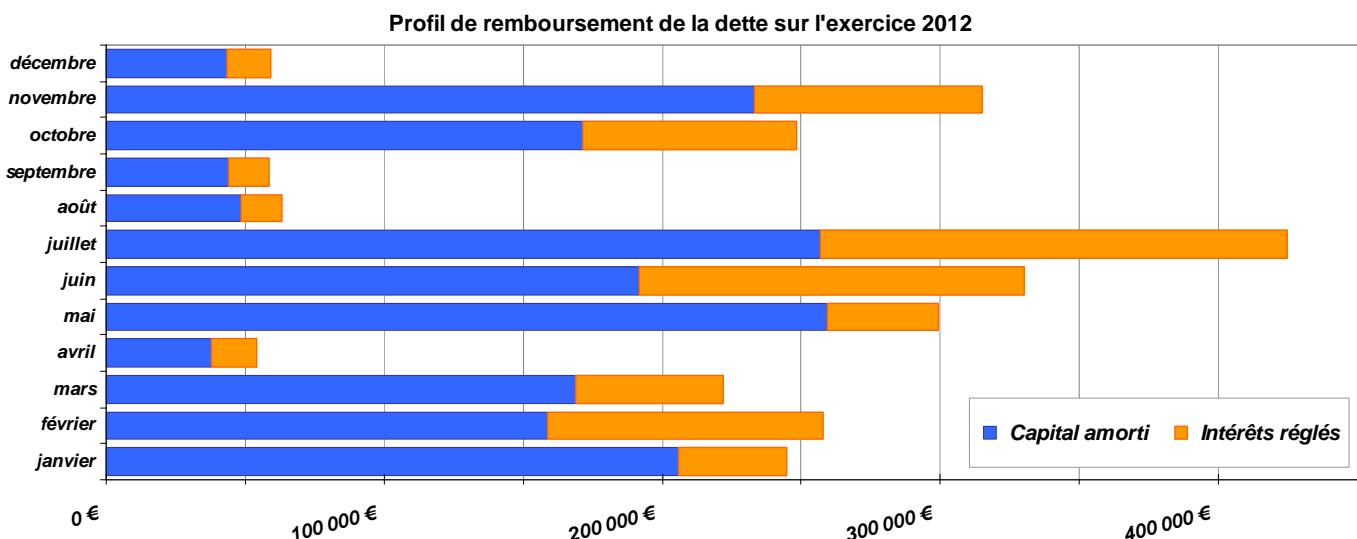


COUT ET EVOLUTION DE LA DETTE

Le taux d'intérêt moyen de la dette de la Ville de Sèvres s'élève à 2,76%, contre 3,52% au cours de l'exercice 2011. A titre de comparaison, le taux moyen national de la dette avoisine les 3,29%.

Ces taux moyens restent informatifs car ils doivent s'apprécier au côté d'une analyse tant sur le risque des taux sur le marché que sur la durée de la dette.

Le profil de remboursement de l'encours durant l'exercice 2012 figure dans le graphique ci-dessous. En moyenne, la Ville rembourse



A titre de comparaison, le taux moyen des emprunts dont les échéances courrent sur douze ans vaut sur les marchés financiers environ 2,8%.

Éléments de synthèse	Au : 31/12/2011	Au : 31/12/2012
La dette globale est de :	21 997 394€	20 576 951 €
Le taux moyen s'élève à :	3,50 %	2,76 %
(*) La durée résiduelle moyenne est de :	11 ans et 5 mois	11 ans et 11 mois
(**) La durée de vie moyenne est de :	6 ans et 1 mois	6 ans et 4 mois

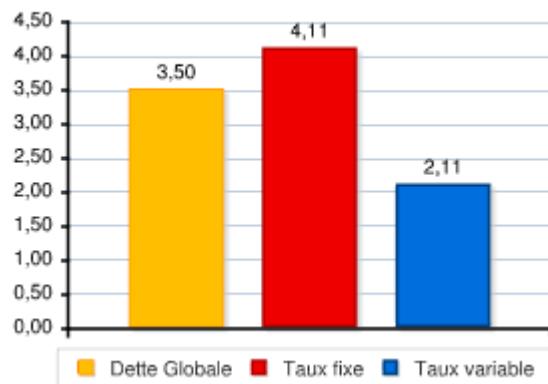
(*) La durée de vie résiduelle (exprimée en année) est la durée restant avant l'extinction totale de la dette ou d'un emprunt.

(**) La durée de vie moyenne correspond à la vitesse de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle correspond à la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.

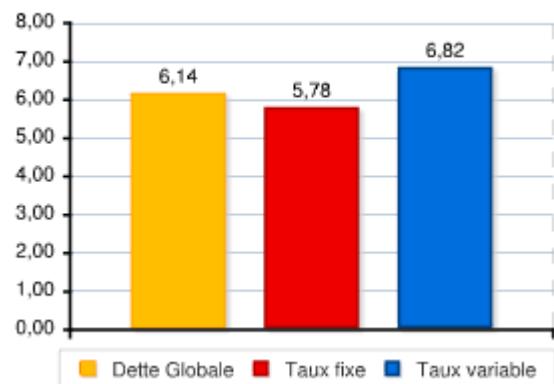
La dette de la commune à taux variable avait au 31 décembre 2012 une durée de vie résiduelle plus élevée (6 ans et 8 mois) que la dette à taux fixe (5 ans et 7 mois).



Coût de la dette (en %)



Durée de vie moyenne (en années)

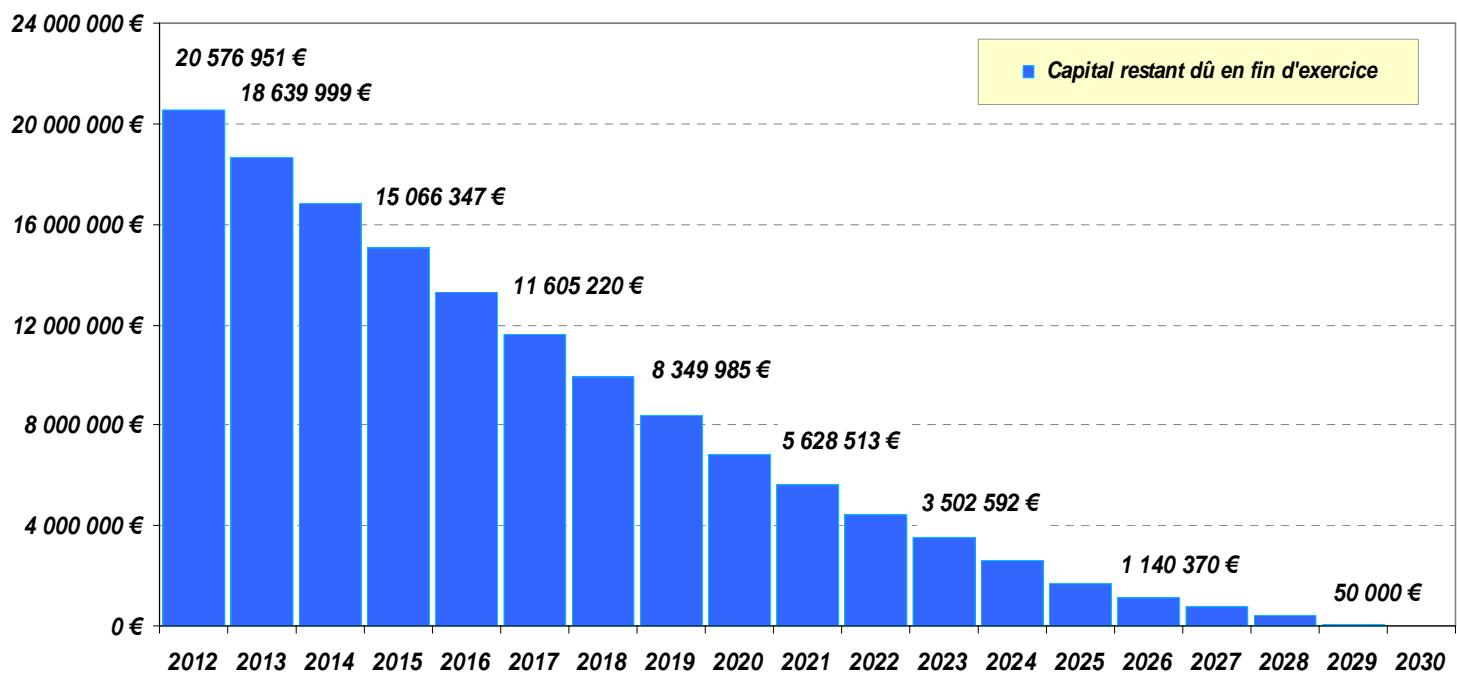


Durant l'exercice 2012, aucun emprunt nouveau n'est venu alourdir l'encours de dette. La Ville a donc procédé au remboursement de son encours de dette pour un montant de 1,8M€.

Le profil d'extinction de la dette principale est présenté ci-dessous.

Il correspond à une photographie de la dette au 31/12/2012, les intérêts sur taux indexés étant calculés en cristallisant les taux de la dernière échéance connue.

Profil d'extinction simulé de la dette 2012



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.2. - Fiscalité



FISCALITE 2012

Les impôts locaux perçus par la Ville de Sèvres correspondent uniquement aux taxes dites « ménages » (Taxe d'habitation et Taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties).

Le produit fiscal perçu en 2012 (14 559 158 €) comprend 14 465 538 € de contributions directes au titre de 2012 et 93 620 € de rôles supplémentaires au titre des exercices 2011 et 2010. Ces rôles ont concerné pour environ deux tiers la taxe d'habitation, et pour environ un tiers la taxe foncière sur les propriétés bâties.

La fiscalité directe perçue entre 2002 et 2012 se répartit ainsi :

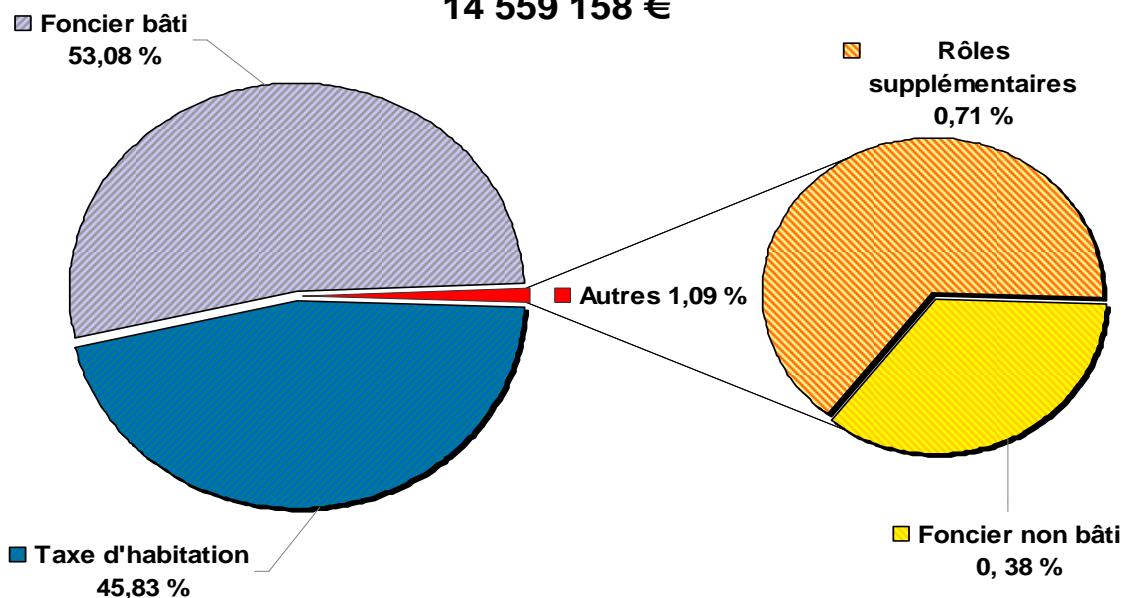
Evolution de la fiscalité des taxes ménages entre 2002 et 2012

(en millions €)

Bases nettes notifiées	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taxe d'habitation	39,44	40,40	40,85	41,98	43,19	44,28	44,78	45,97	47,43	48,03	49,80
Taxe sur le foncier bâti	39,59	40,72	40,91	41,53	43,04	43,89	45,00	45,45	46,07	47,52	48,54
Taxe sur le foncier non-bâti	0,03	0,03	0,03	0,03	0,16	0,16	0,12	0,06	0,06	0,06	0,06
Taux votés											
Taxe d'habitation	11,16%	11,55%	11,55%	11,78%	11,78%	11,78%	11,78%	12,84%	13,15%	13,15%	13,40%
Taxe sur le foncier bâti	13,26%	13,72%	13,72%	13,99%	13,99%	13,99%	13,99%	15,25%	15,62%	15,62%	15,92%
Taxe sur le foncier non-bâti	83,61%	86,52%	86,52%	88,25%	88,25%	88,25%	88,25%	96,19%	98,50%	98,50%	98,50%
Produits reçus											
Taxe d'habitation	4,40	4,67	4,72	4,95	5,09	5,22	5,28	5,90	6,24	6,32	6,67
Taxe sur le foncier bâti	5,25	5,59	5,61	5,81	6,02	6,14	6,30	6,93	7,20	7,42	7,73
Taxe sur le foncier non-bâti	0,02	0,02	0,03	0,03	0,14	0,14	0,11	0,06	0,06	0,06	0,06

Produit fiscal perçu en 2012

14 559 158 €



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.3. - Les relations financières entre la Ville et ses partenaires



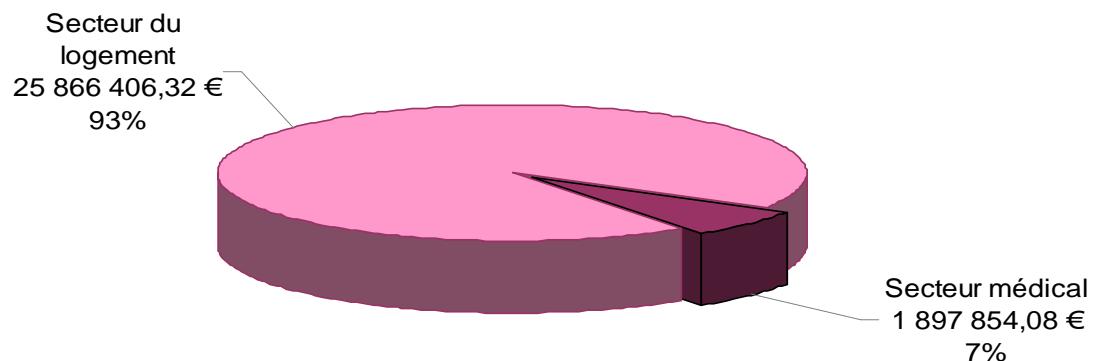
GARANTIES D'EMPRUNTS

L'encours de dette garantie par la Ville de Sèvres s'élève au 31 décembre 2012 à 25 866 406,32 €, soit 1 110 € par habitant.

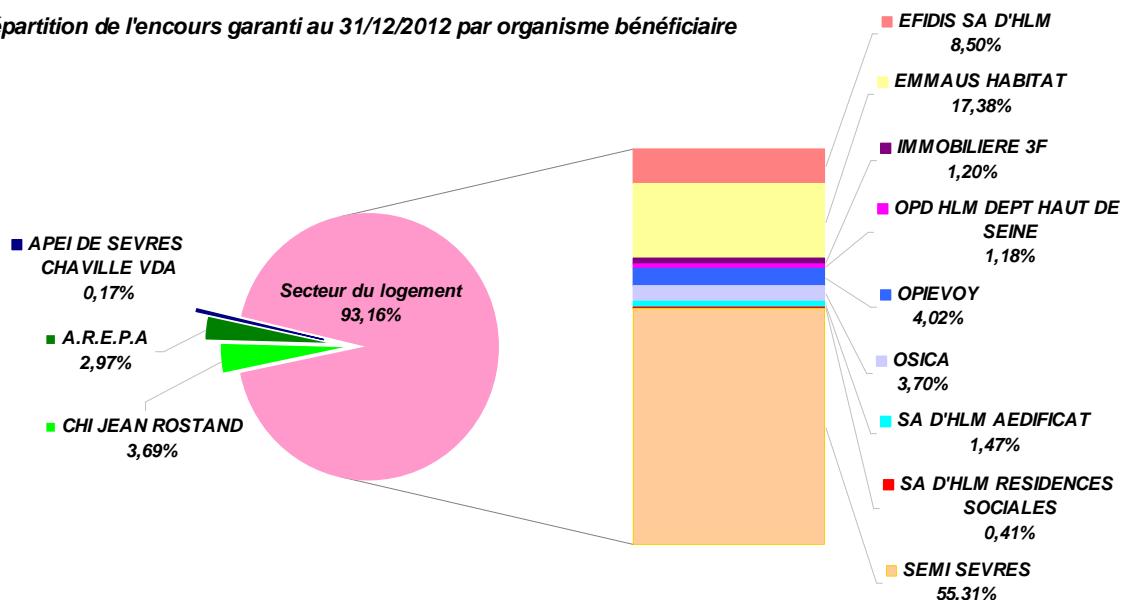
Au 31 décembre 2012, 12 organismes bénéficiaient d'une garantie de la Ville sur leurs emprunts : il s'agit pour la majorité d'organismes du secteur de l'habitat social.

Le secteur du logement représente 93% du total des garanties d'emprunts, celui du secteur médico-social, près de 7%.

Répartition de l'encours garanti au 31/12/2012 par secteur



Répartition de l'encours garanti au 31/12/2012 par organisme bénéficiaire



② ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

2.4. - Quelques éléments du Compte de gestion du Trésorier



COMpte DE RESULTAT 2012

Le compte de résultat du budget principal, figurant ci-dessous, est extrait du compte de gestion du Trésorier Principal. Il présente l'excédent de fonctionnement réalisé sur l'exercice 2012.

Présenté selon la norme définie par le Plan Comptable Général (dont est issue la nomenclature M14), le compte de résultat dégage 3 soldes successifs :

- le résultat courant non financier ;
- le résultat courant financier ;
- le résultat exceptionnel.

Au total, les charges se chiffrent à 29 045 153,93 €, soit un résultat pour l'exercice 2012 de 3 375 448,12 € (hors résultats antérieurs reportés).

Ce même résultat est présenté dans la partie «Vue d'ensemble exécution du budget » - Etat II A1 figurant au Compte administratif 2012.

CHARGES	2012	PRODUITS	2012
Charges courantes non financières	27 949 342,95	Produits courants non financiers	32 292 988,38
. Traitements, salaires et charges sociales	14 712 216,74	. Impôts et taxes perçus	19 911 399,34
. Participations et interventions	2 637 325,72	. Produits des services, du domaine et ventes	4 299 252,91
. Achats et charges externes	8 410 843,13	. Dotations et subventions reçues	7 743 655,33
. Impôts et taxes	509 933,03	. Autres produits	338 680,80
. Dotations aux amortissements et provisions	1 174 734,19		
. Autres charges	504 290,14		
Résultat courant non financier : 4 343 645,43 €			
Charges courantes financières	1 014 300,04	Produits courants financiers	5 570,84
. Intérêts et charges assimilées	1 014 300,04	. Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilier	0,00
. Perte de change	0,00	. Autres intérêts et produits assimilés	5 570,84
. Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00		
Résultat courant financier : - 1 008 729,19 €			
Charges exceptionnelles	81 510,94	Produits exceptionnels	122 042,82
. Sur opérations de gestion	81 510,94	. Sur opérations de gestion	72 780,14
. Sur opération en capital	0,00	. Sur opération en capital	49 262,68
. Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	. Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00
Résultat exceptionnel : 40 531,88 €			
TOTAL DES CHARGES	29 045 153,93	TOTAL DES PRODUITS	32 420 602,05
RESULTAT DE L'EXERCICE 2011 : 3 375 448,12 €			

Le résultat des opérations de l'exercice 2012 (3 375 448,12 €) est obtenu après correction de la reprise des résultats de 2011 (2 210 612,16 €). Le résultat global est ainsi conforme à celui qui figure dans le tableau II A1 « Présentation Générale du Budget / Vue d'ensemble en page 2 du Compte Administratif 2012 (32 558 855,21 - 29 183 407,09 = 3 375 448,12 €).



BILAN 2012

Le bilan 2012 présenté ci-dessous est extrait du compte de gestion du Trésorier Principal.

* Quelques explications relatives à l'Actif

Immobilisations corporelles :

Le montant des immobilisations porté au bilan ne représente que la valeur comptable du patrimoine de la Ville, c'est à dire la valeur nette hors les amortissements.

Notamment, il ne prend pas en compte la valeur patrimoniale des monuments historiques, difficilement quantifiable.

Créances :

Dans les créances, figurent les disponibilités de la Ville sur son compte au Trésor. Au 31 décembre 2012, elles s'élevaient à 5,602 M€ afin d'assurer les paiements en début d'exercice.

* Quelques explications relatives au Passif

Fonds propres :

Ils se composent essentiellement de dotations, de fonds globalisés, de réserves, du report à nouveau de l'exercice et du résultat de l'exercice (excédent ou bénéfice).

Dettes financières à long terme :

Le total inscrit correspond au total des comptes 16 « Emprunts et dettes assimilées ». C'est pourquoi, ce chiffre est légèrement supérieur à l'encours de dette au 31 décembre 2012 figurant dans l'annexe IV A2.1 du Compte administratif 2012.

ACTIF NET (1)	2012
Actif net immobilisé	158 552 770,00
Immobilisations incorporelles	2 669 740,00
Immobilisations corporelles	155 730 070,00
* <i>en toute propriété</i>	130 975 292,14
* <i>reçues par une mise à disposition</i>	24 754 777,86
Immobilisations financières	152 960,00
Actif circulant	8 207 490,00
Stocks et en cours	0,00
Créances	2 598 820,00
Disponibilités	5 608 670,00
Comptes de régularisations	8 070,00
TOTAL ACTIF	166 768 330,00

PASSIF	2012
Fonds propres	143 792 460,00
Dotations	27 687 620,00
Fonds globalisés	36 725 780,00
Réserves	61 050 630,00
Différences / réalisations d'immobilisations	342 360,00
Report à nouveau	2 210 610,00
Résultat de l'exercice	3 375 450,00
Subventions transférables	562 110,00
Subventions non transférables	11 837 900,00
Dettes	22 971 360,00
Provisions pour risques et charges	2 260,00
Dettes financières à long terme	20 451 890,00
Dettes fournisseurs (2)	1 681 480,00
Autres dettes à court terme	837 990,00
Comptes de régularisations	2 240,00
TOTAL PASSIF	166 768 330,00

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

